



Des nouvelles de PV

Colloque *La violence conjugale : il y a péril en la demeure!*

Au cours des dernières années, le système correctionnel a mis de l'avant plusieurs mesures afin que les victimes puissent recevoir de l'information, être entendues et être protégées au moment où le contrevenant peut bénéficier de programmes de remise en liberté. Au palier fédéral (pour les sentences de deux ans et plus), ces mesures ont été d'abord mises en place dans une Politique de la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) et, en 1982, elles furent encadrées dans la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (LSCMLC). Au Québec (pour les sentences de deux ans moins un jour), la révision de la *Loi sur le système correctionnel* (adoptée en 2003 et entrée en vigueur en 2007) a permis d'introduire certaines dispositions, plus particulièrement pour les victimes d'agression sexuelle, de violence conjugale, de pédophilie. Les statistiques montrent que peu de victimes se prévalent des privilèges ou des droits qui leur sont reconnus dans les politiques ou législations mises en place.

Le colloque organisé par l'**Alliance gaspésienne des maisons d'aide et d'hébergement** était une belle occasion pour faire connaître les initiatives du système correctionnel à l'endroit des victimes. C'est le thème que j'ai

proposé aux organisatrices et pour l'aborder, j'ai sollicité la collaboration de Danielle Hamel, du Service correctionnel du Canada. La conférence « **La violence conjugale à l'étape de l'exécution de la peine: quelques enjeux** » a donc été présentée le 7 octobre en après-midi.

Le choix du thème était judicieux et il a suscité beaucoup d'intérêt. Nous avons pu constater que bon nombre d'intervenants ne connaissaient pas les dispositions dont peuvent se prévaloir les victimes à l'étape de l'exécution de la peine. Nous avons pu discuter des questions entourant la divulgation et le partage des informations lorsque l'auteur du délit bénéficie d'un programme de mise en liberté dans la communauté, des difficultés liées à la concertation entre les organismes concernés lorsque la sécurité des victimes est en jeu, des obstacles que posent l'évaluation du risque et la surveillance des contrevenants. Par contre, il ne nous a pas été possible d'examiner la mise en œuvre des dispositions dans la loi québécoise. N'en reste pas moins que les participants ont apprécié cette conférence. Dans les mois à venir, nous projetons consacrer plus de temps aux discussions, notamment par la tenue d'une journée d'étude impliquant d'autres réseaux d'intervenants.

Sommaire

- 1 Des nouvelles de PV
- 4 Place aux membres et partenaires
- 6 Flash juridique
- 7 Capsule historique
- 7 Capsule « hors-frontière »
- 8 Parutions
- 9 À l'agenda
- 10 Annonces

Merci aux organisatrices de ce colloque qui nous a permis de rencontrer des personnes engagées dans leurs milieux. Des échanges intéressants et stimulants, un cadre enchanteur, un accueil chaleureux et convivial: tous ces « ingrédients » ont fait en sorte que l'on en gardera un souvenir inoubliable.

Ariène Gaudreault
Présidente



Réseau de coopération international sur l'aide aux victimes: rapport de mission

En juin dernier, la délégation québécoise de 2010, formée de M. Serges Bruneau, directeur des programmes au CIPC, de M^{me} Arlène Gaudreault, présidente du C. A. et de M^{me} Marie-Hélène Blanc, directrice de Plaidoyer-Victimes, a tout d'abord été accueillie à Grenoble où elle a participé aux **XXV^{es} Assises nationales des Associations d'aide aux victimes** tenues sous le thème « Les politiques territoriales d'aide aux victimes: enjeux et stratégies ».

La mission s'est poursuivie à Paris alors que deux journées étaient réservées à des visites terrain et à une rencontre qui s'est tenue afin de faire le bilan de nos échanges et afin également d'explorer des possibilités de partenariat à plus long terme. L'Association d'aide aux victimes à Evry, **Mediavipp**, l'équipe de l'**INAVEM**, M^{me} Aurélie Police, magistrat au Service de l'accès au droit et à la Justice et de l'aide aux victimes (SADJAV) du Secrétariat général du **ministère de la Justice et des Libertés** et M. Alain Legrand, psychologue à l'Association SOS violences familiales, ont tour à tour été rencontrés.

Au final, ces rencontres ont permis d'échanger sur nos réalisations et sur les enjeux qui nous préoccupent mutuellement. Les activités auxquelles nous avons participé nous ont permis d'entrer en contact avec des professionnels de l'aide aux victimes qui œuvrent sur le terrain, des représentants du réseau associatif, du secteur public et gouvernemental qui jouent un rôle-clé dans le développement et la mise en œuvre des lois, des politiques et des programmes à l'intention des victimes d'actes criminels en France.

Dans différents contextes, nos échanges ont permis de comparer nos législations, politiques et interventions tant dans le domaine de l'assistance aux victimes que dans celui de la reconnaissance de leurs droits. Ce fut particulièrement

enrichissant compte tenu du fait que nous avons développé au fil des années des approches spécifiques en réponse aux besoins des victimes et que nous œuvrons dans des systèmes de justice fort différents. L'expertise en victimologie qui a été développée dans la communauté francophone au cours des trois dernières décennies est souvent occultée si l'on compare avec la communauté anglophone. Cela se reflète dans les publications, les activités scientifiques et le transfert des connaissances. De part et d'autre, nous avons intérêt à poursuivre des échanges et à consolider nos travaux. Ces échanges sont un espace privilégié pour mettre en valeur notre savoir et nos réalisations et pour s'engager dans des projets communs.

La prochaine rencontre du réseau est prévue en décembre prochain, alors que la délégation française sera au Québec.

Marie-Hélène Blanc
Directrice générale

Journée des partenaires CRI-VIFF

Le 7 septembre 2010, M^{me} Arlène Gaudreault, présidente du conseil d'administration et M^{me} Marie-Hélène Blanc, directrice de Plaidoyer-Victimes, étaient conviées à une Journée des partenaires du **CRI-VIFF** aux abords du Lac-St-Pierre. Une quinzaine de partenaires étaient présents et la journée s'est divisée en deux temps. Tout d'abord, en avant-midi, deux présentations fort pertinentes et intéressantes ont été offertes. Ainsi, M. Ruben Dario Garzon, travailleur social colombien maintenant installé au Québec, a présenté un modèle original sur

l'escalade de la violence conjugale. Ensuite, M^{me} Louise Hamelin Brabant, Ph.D., professeure titulaire à la Faculté des sciences infirmières de l'Université Laval, a, quant à elle, présenté les résultats de la recherche « Être mère en situation de violence conjugale ».

En après-midi, les partenaires du CRI-VIFF réunis ont été interpellés quant au renouvellement du financement (2004-2011) du Regroupement stratégique (FQRSC), alors que la demande à formuler comprend un volet recherche-société pouvant con-

tribuer à financer les activités de partenariat. Nous avons également eu l'opportunité de discuter sur les contenus des axes de la future programmation, des constats du bilan ISS (Impact du savoir dans la société) et de pistes à privilégier pour orienter le transfert des connaissances dans l'avenir. Ce fut donc une journée très animée, riche en contenus et constructive avec une participation très active. Le CRI-VIFF a encore une fois démontré, par la tenue de cette activité, l'importance accordée au partenariat et aux liens avec les membres et les organisations terrain.

Programme de formation

Les sessions de l'automne 2010 ont soit déjà été dispensées ou sont complètes, mais il est toujours possible de vous inscrire aux formations qui vont se donner à l'hiver 2011. Voici les formations offertes :

- **L'accompagnement des victimes souffrant de stress post-traumatique — Niveau 1**

Formatrice : Dr Pascale Brillon, Ph.D.

Lieu : St-Jérôme / Dates : 13-14 janvier 2011

Pour tous les détails, [cliquer ici >>](#)

- **Mon client souffrant de stress post-traumatique ne s'améliore pas : pourquoi et quoi faire? — Niveau avancé**

Formatrice : Dr Pascale Brillon, Ph.D.

Lieu : Drummondville / Dates : 21-22 mars 2011

Pour tous les détails, [cliquer ici >>](#)

- **Intervenir auprès des victimes de violence conjugale**

Formatrice : Lise Poupart, M.Sc., Criminologie

Lieux : Drummondville / Dates : 24-25 janvier 2011

St-Jérôme / Dates : 21-22 février 2011

Pour tous les détails, [cliquer ici >>](#)

- **Quoi faire face au dévoilement d'abus sexuel ou physique d'un enfant?**

Formatrice : Chantal Lachance, A.R.H.

Lieu : Montréal / Date : 16 février 2011

Pour tous les détails, [cliquer ici >>](#)

Manuel *Introduction à l'intervention auprès des victimes d'actes criminels*

En septembre dernier, Plaidoyer-Victimes a procédé à la réimpression du manuel *Introduction à l'intervention auprès des victimes d'actes criminels*, les 2 000 exemplaires édités en 2009 ayant été écoulés. Nous en avons profité pour mettre à jour les statistiques à la lumière des données les plus récentes, actualiser les différentes sections *À lire* de même que la médiagraphie (annexe 4).

Le manuel a fait l'objet d'une recension dans le dernier numéro de la revue *Intervention*, publiée par l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux. C'est avec beaucoup de fierté que nous en reproduisons deux extraits :

«Ce guide peut se targuer d'être un ouvrage de base et de référence. Son propos est empreint de rigueur, bien vulgarisé et jamais aride. Il s'avère de consultation facile et les repères graphiques contribuent à stimuler l'intérêt du lecteur»

«Le contenu de ce volume est rigoureux, très pédagogique, clairement énoncé et bien soutenu par une facture hautement visuelle et attrayante»

Isabelle Côté, t.s., revue *Intervention*, n° 132 (2010.1)



Une autre recension paraîtra dans les prochains numéros de la *Revue canadienne de criminologie et de justice pénale* et de la *Revue science criminelle et de droit pénal comparé*.

Pour vous procurer un ou des exemplaires de l'ouvrage, [cliquer ici >>](#)



Place aux membres et partenaires

Le Groupe d'aide et d'information sur
le harcèlement
au travail de la province de Québec inc.

Le Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec Inc. existe maintenant depuis presque 30 ans, le 17 novembre 1980 étant sa date d'inauguration. Au départ, le G.A.I.H.S.T. n'était qu'un comité affilié à un autre organisme. Le comité débuta avec des rencontres informelles de femmes ayant vécu des problèmes de harcèlement sexuel au travail. L'ampleur de la problématique du harcèlement sexuel était telle qu'il a fallu que le G.A.I.H.S.T. développe une approche plus spécifique dans ce domaine. Une entité autonome a donc été formée. C'est à ce moment que le G.A.I.H.S.T. s'est incorporé: *Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la région de Montréal*. Sa mission première était d'éduquer la population québécoise. L'organisme a donc dû élargir son mandat afin de combler les besoins variés de la clientèle provenant de divers milieux. Depuis ce temps, des dépliants, des livres et des vidéos ont été produits par le G.A.I.H.S.T. et des milliers de femmes ont obtenu de l'aide dans des situations de harcèlement sexuel au travail.

En 1984, le G.A.I.H.S.T. a loué ses premiers locaux et a obtenu un numéro de charité accrédité. Il était le seul organisme au Québec spécialisé dans la problématique du harcèlement sexuel au travail. À ses débuts, le G.A.I.H.S.T. était un organisme régional, mais depuis 1993, avec l'évolution du phénomène de harcèlement sexuel au travail, le G.A.I.H.S.T. est reconnu au provincial. Sa nouvelle dénomination sociale devint la suivante: *Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec Inc.*

La mission du G.A.I.H.S.T. est de briser le mur du silence entourant les femmes vivant ou ayant vécu des problèmes de harcèlement sexuel au travail. Le G.A.I.H.S.T. agit comme groupe support pour les personnes à la recherche d'une aide technique et d'un appui moral pour la défense de leurs droits. Le G.A.I.H.S.T. agit également à titre d'organisme conseil auprès des entreprises intéressées à implanter ou à mettre à jour une politique interne de prévention et de sensibilisation au harcèlement sexuel.

Mentionnons que depuis 2002, devant une demande grandissante, le G.A.I.H.S.T. s'occupe également des dossiers de harcèlement psychologique au travail. En effet, le 1^{er} juin 2004 était la date d'entrée en vigueur de la *Loi sur les normes du travail* qui reconnaît officiellement le harcèlement psychologique au travail. Auparavant, le harcèlement psychologique était vu comme une suite au harcèlement sexuel. En effet, les femmes qui refusaient les avances de leur

ENCOURAGEZ LE GAIHST!

Dans le but de **financer son 30^e anniversaire** qui aura lieu le 17 novembre 2010, le **Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec inc.** vend des bouteilles de vin spécialement embouteillées et étiquetées pour vous par son équipe.

Pour information : 514.526.0789

harceleur devenaient les cibles de représailles psychologiques. Aujourd'hui, et ce depuis quelques années, nous savons que le harcèlement psychologique peut aussi être une forme de discrimination distincte. De ce fait, à la demande de notre clientèle qui trouvait que le nom de l'organisme n'était pas assez représentatif de cette réalité, le G.A.I.H.S.T. est maintenant aussi connu sous le nom *Le Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement au travail de la province de Québec*.

Le G.A.I.H.S.T. poursuit plusieurs objectifs tels qu'ils apparaissent dans sa Charte, soit: éduquer la population sur la problématique du harcèlement sexuel au travail, conseiller les femmes sur les démarches à effectuer afin de régler une situation de harcèlement sexuel au travail tout en conservant leur emploi ou en réintégrant celui qu'elles ont perdu, aider les femmes à surmonter le problème dont elles ont été ou sont encore victimes et, le cas échéant, les référer à d'autres organismes. De plus, le G.A.I.H.S.T. rédige, publie et diffuse des documents, manuels, périodiques portant sur le harcèlement sexuel au travail. L'organisme recueille aussi des fonds sous forme de dons et organise des activités culturelles ou autres afin de financer le G.A.I.H.S.T. et ainsi permettre la poursuite de ses objectifs.

Voici une liste de quelques réalisations du Groupe d'aide depuis ses débuts:

- Recherches d'informations en harcèlement aux États-Unis et au Canada, entrevues auprès des victimes de harcèlement (1980-1982)
- Organisation d'une semaine de sensibilisation sur le harcèlement sexuel au travail destinée aux centres communautaires de la région de Montréal (1983)
- Reconnaissance par la *Commission de la santé et de la sécurité au travail du Québec* (CSST) du harcèlement sexuel comme cause d'un accident de travail (1984)
- Conception de la vidéo «Ça fait pas partie d'la job!», une production du *Centre de ressources de la 3^e Avenue et Vidéographe*, à Montréal (1986)
- Présentation au *Comité de la justice* de la Chambre des communes d'un mémoire sur l'étude du projet de loi C 126 portant sur le harcèlement (1987)
- Conception et réalisation du premier guide québécois d'intervention en matière de harcèlement sexuel au travail, «Ça fait pas partie d'la job!» aux Éditions *La Pleine Lune* (1989)
- Nomination comme membre honoraire du GAIHST de M^{me} Bonnie Robichaud, première femme à avoir gain de cause en harcèlement sexuel à la Cour suprême du Canada en 1987 (1990)
- Organisation d'une vaste campagne de sensibilisation à Montréal sur le harcèlement sexuel au travail auprès des femmes des communautés culturelles (1990-1991)
- Participation au colloque organisé par le *Center for Research-Action on Race Relations* (CRAAR) portant sur le harcèlement racial tenu à Montréal (1992)
- Conférencières invitées au colloque de la *Commission canadienne des droits de la personne*, à Ottawa (1993)
- Organisation du premier colloque québécois consacré au harcèlement sexuel en milieu de travail, ayant pour thème «Les avantages de l'implantation de politiques internes en entreprise», à Montréal (1994)
- Publication de la 2^e édition en français, revue et mise à jour, du livre: «Ça fait pas partie d'la job!» à Montréal, Québec et Ottawa (1996)
- Collaboration avec *Vidéo Femmes* pour la réalisation du vidéo intitulé «Bas les pattes» (1998)
- Participation à titre de conférencières invitées au colloque «The Way Forward, Rethinking the Problem of Workplace Sexual Harassment» tenu à London, en Ontario (1999)
- Nomination comme membre honoraire du GAIHST de M^{me} Véronique Ducret, expert en harcèlement sexuel de la Suisse (1999)
- Participation au colloque FRONT (Femmes regroupées en options non traditionnelles), à Montréal (2000)
- Participation au *Comité interministériel* sur la prévention du harcèlement psychologique et sexuel et du soutien aux victimes: Une stratégie de prévention du harcèlement psychologique au travail et de soutien aux victimes, siégeant à Québec (2001)
- Allocution à l'occasion de la conférence «Harcèlement et violence au travail», organisée par *Infonex* à Montréal (2002)
- Participation au forum «L'avenir des Québécoises: des enjeux à préciser», organisé par *Le Secrétariat à la condition féminine*, à Québec (2003)
- Publication d'un guide à l'intention des employeurs. «Prévenir et gérer les plaintes de harcèlement au travail» (2004)
- Le 25^e anniversaire du GAIHST (2005)
- La nomination comme membre honoraire du GAIHST de M^{me} Claire L'Heureux-Dubé, juge à la retraite de la Cour Suprême du Canada (2006)
- Participation au comité de travail et de révision pour le «Guide d'information à l'intention des victimes d'agression sexuelle» pour la *Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel de Montréal* (2007)
- Conférencières invitées à la 6^e conférence internationale sur le harcèlement psychologique au travail, Université du Québec à Montréal (2008)
- Nomination comme membre honoraire du GAIHST de M^e Barbara Creary (2008)
- Conférencières invitées au colloque «Safe, Respectful & Inclusive Workplaces» avec Professeure Anita Hill (London, Ontario) (2009)
- Le 30^e anniversaire du Groupe d'aide (2010)

Pour plus d'informations sur notre organisme, visitez notre site Web au www.gaihst.qc.ca et notre page Facebook dans la section Groupe, sous GAIHST.

Un projet, une initiative, une ressource, une
activité à promouvoir?

Faites-le connaître!

Cet espace vous est réservé!



Flash juridique

Agressions sexuelles: la question des délais de prescription entendue en Cour suprême

Le 13 octobre dernier, la Cour suprême du Canada entendait la cause *Shirley Christensen c. Archevêque catholique romain de Québec et autre*. Rappelons qu'en 2007, M^{me} Christensen intentait une poursuite civile de 250 000\$ contre l'archevêché de Québec et le curé Paul-Henri Lachance pour dommages-intérêts suite aux agressions sexuelles subies à la fin des années 1970, alors qu'elle était âgée de 6 à 8 ans¹. En 2008, le juge Yves Alain de la Cour supérieure du Québec accueillait favorablement les requêtes en irrecevabilité, déposées par les intimés, pour cause de prescription. L'année suivante, la Cour d'appel confirmait à la majorité ce dernier jugement. Or, la Cour suprême a décidé d'entendre la cause.

En substance, c'est la question de la prescription qui est mise en cause. Au Québec, le Code civil prévoit en effet une prescription de trois ans en cas de délit, peu importe la nature de celui-ci. Ce délai pose certainement un problème en matière d'agression sexuelle et, dans le cas qui nous occupe ici, en matière d'agression sexuelle commises à l'endroit d'enfants. En 1992, la Cour suprême remettait en question l'application de cette règle en expliquant que la prescription ne devait pas permettre aux personnes ayant agressé sexuellement des mineurs d'échapper aux poursuites en matière civile². Plusieurs provinces canadiennes ont par la suite adopté des lois invalidant les délais de prescription dans de tels cas. Le Québec ne leur a pas emboîté le pas. Le jugement de la Cour suprême, qui sera rendu d'ici six mois à un an, risque fort d'avoir un impact majeur sur le traitement de ces dossiers.

1- Pour les détails, consultez le sommaire préparé par le [Bureau du registraire de la Cour suprême du Canada](#) et l'article de *La Presse* signé M. Yves Boisvert et daté du 12 octobre 2010.

2- *M.(K.) c. M.(H.)*, [1992] 3 R.C.S. 6



Capsule historique

La Maison des Femmes Sourdes de Montréal vous invite à célébrer ses 15 ans!

Fondée en 1995, la **Maison des Femmes Sourdes de Montréal** (MFSM), organise pour ses 15 ans **Le Gala des Couleurs de l'Espoir**, qui aura lieu le **6 novembre 2010** au **Centre communautaire Ste-Catherine d'Alexandrie**. Souper et spectacle sont au programme de la soirée. Pour vous procurer un ou des billets, [cliquer ici >>](#)

La MFSM a pour mission d'aider les femmes Sourdes avec des intervenantes Sourdes qui communiquent en langue des signes québécoise (LSQ) et qui appartiennent à la communauté Sourde. Les femmes peuvent ainsi communiquer directement leurs besoins sans interprètes.

Soulignons qu'en 2010, la Maison a procédé au lancement de son matériel de sensibilisation sur les agressions sexuelles adapté aux personnes sourdes. L'organisme planche actuellement sur le développement d'une formation sur cette même question. Les prochains mois verront aussi prendre forme le projet violence conjugale, qui prévoit entre autres le développement d'un guide d'intervention, la production d'affiches et l'élaboration d'un outil « aide-mémoire » à l'intention des femmes sourdes.

Pour en connaître davantage sur l'organisme, [cliquer ici >>](#)

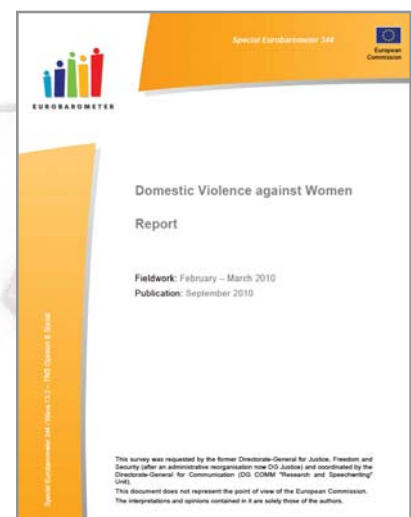
Bon anniversaire!



Capsule «hors-frontières»

Sondage Eurobaromètre 73 — Violence domestique à l'égard des femmes

Mené par le secteur **Analyse de l'opinion publique de la Commission européenne**, ce sondage, réalisé en février-mars 2010, montre notamment qu'un Européen sur quatre connaît une femme parmi ses amis et sa famille qui est victime de violence conjugale. De plus, un cinquième des citoyens de l'Union européenne (UE) interrogés ont déclaré connaître quelqu'un qui commet des actes de violence domestique dans leur cercle d'amis et familial. Quarante-sept pour cent des personnes interrogées pensent que l'UE devrait être impliquée dans la lutte contre la violence domestique. L'enquête fait suite à un précédent sondage Eurobaromètre réalisé en 1999 dans les 15 États membres. Pour consulter le rapport 2010 (référence **344**, vague **EB73.2**), [cliquer ici >>](#) Chaque pays fait également l'objet d'une fiche, chacune disponible en anglais et en langue nationale.





Parutions

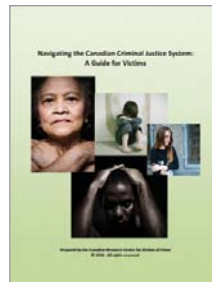
Les enfants et les conflits armés : un guide en matière de droit international humanitaire et de droit international des droits de la personne
2010

Bureau international des droits des enfants



Navigating the Canadian Criminal Justice System: A Guide for Victims
2010

Canadian Resource Centre for Victims of Crime



Questions de criminologie
2010

Sous la direction de Jean Poupart, Denis Lafortune et Samuel Tanner
Les Presses de l'Université de Montréal, Collection « Paramètres »



L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui — Portrait d'une pratique sociale diversifiée
2010

Sous la direction de Christine Corbeil et Isabelle Marchand
les éditions du remue-ménage



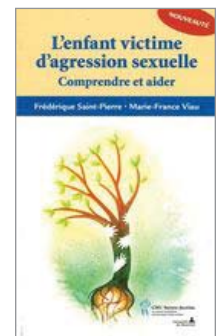
Les victimes de crimes en col blanc
2010

Journal international de victimologie, Tome 8, numéro 2



L'enfant victime d'agression sexuelle — Comprendre et aider
2010

Frédérique Saint-Pierre et Marie-France Viau
Éditions du CHU Sainte-Justine



Traité de criminologie empirique, 4^e édition
2010

Sous la direction de Marc Le Blanc et Maurice Cusson
Les Presses de l'Université de Montréal, Collection « Paramètres »



Victims and Policy-Making — A Comparative Perspective
2010

Matthew Hall
Willan Publishing

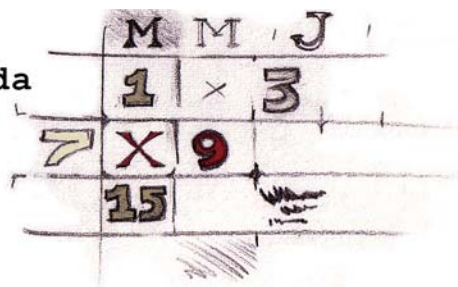


Traité général de preuve et de procédure pénales, 17^e édition
2010

Pierre Béliveau et Martin Vaclair
Éditions Yvon Blais



À l'agenda



- **Formation**
Witnessing Victim's Resistance to Violence and Oppression
Organisée par le Canadian Resource Centre for Victims of Crime
Les **25 et 26 octobre 2010**
à Ottawa, Ontario
[Pour information >](#)
- **Congrès ACJQ et 9^e Conférence internationale S'occuper des enfants**
Jeunesse en tête — Au-delà du risque les besoins de développement
Du **25 au 27 octobre 2010**
au Sheraton Montréal
[Pour information >](#)
- **3^e Conférence internationale sur l'observation de la criminalité**
Observer, analyser, agir
Organisée par le Centre international pour la prévention de la criminalité, l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales et l'Observatoire national de la délinquance dans les transports
Du **27 au 29 octobre 2010**
à l'Hôtel Omni Mont-Royal, Montréal
[Pour information >](#)
- **2010 Global Domestic Violence Conference**
Organisée par la Global Coalition Against Domestic Violence
Du **1^{er} au 3 novembre 2010**
à Kuala Lumpur, Malaisie
[Pour information >](#)
- **Journée conférence Jeunes et santé mentale**
Je voudrais vous dire
Organisée par le Service de police de la Ville de Montréal en collaboration avec Issula Films
Le **3 novembre 2010**
à l'Auditorium de la Grande Bibliothèque, 475, boul. De Maisonneuve Est, Montréal
[Pour information >](#)
- **Rencontre nationale 2010**
Mobiliser nos communautés: Travailler ensemble pour mettre un terme à la violence conjugale
Organisée le Centre Muriel McQueen Fergusson
Les **4 et 5 novembre 2010**
au Centre de conférence Wu, 6, rue Duffie, Université du Nouveau-Brunswick, Fredericton
[Pour information >](#)
- **ISTSS 26th Annual Meeting**
Translation, Collaboration and Mutual Learning
Organisé par la International Society for Traumatic Stress Studies
Du **4 au 6 novembre 2010**
au Centre Sheraton Montréal, 1201, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal
[Pour information >](#)
- **Semaine de la justice réparatrice 2010**
Réflexions sur le passé, le présent et l'avenir
Du **14 au 21 novembre 2010**
[Pour information >](#)
- **Current Issues in Sexual Assault, Domestic Violence and Child Maltreatment Conference**
Organisée par The Ontario Network of Sexual Assault and Domestic Violence Treatment Centre et The Hospital for Sick Children's Suspected Child Abuse and Neglect Program
Du **17 au 19 novembre 2010**
à l'University of Toronto Conference Centre, Toronto
[Pour information >](#)

- **XXXVI^e Congrès de l'Association française de criminologie**
Les politiques publiques et la criminologie
Du **18 au 20 novembre 2010**
à la Faculté de Droit de Nantes

[Pour information >](#)

- **Colloque**
Jeunes à risque et sexualité
Organisé par le Centre de recherche sur l'adaptation des jeunes et des familles à risque (JEFAR)
Le **19 novembre 2010**
au Pavillon Alphonse-Desjardins de l'Université Laval

[Pour information >](#)

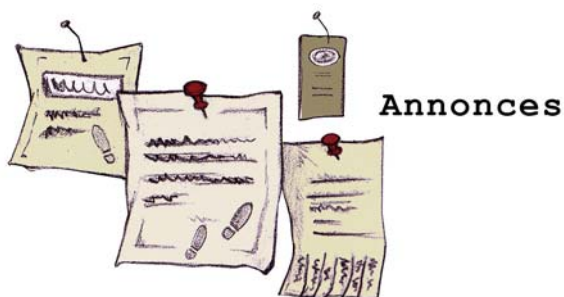
- **14^{es} journées annuelles de santé publique**
L'écho de nos choix
Du **22 au 24 novembre 2010**
au Centre des congrès de Québec, 1000, boul. René-Lévesque Est, Québec

[Pour information >](#)

- **Third International Conference on Women's Safety**
Building Inclusive Cities
Organisée par le Women in Cities International et Jagori
Du **22 au 24 novembre 2010**
à New Delhi, Inde

[Pour information >](#)

- **1^{er} colloque portneuvois en matière de violence conjugale**
Organisé par Mirépi maison d'hébergement
Le **25 novembre 2010** au Club de golf Le Grand Portneuf
Pour information:
418-337-4811 ou
mirepi.agentepps@derytele.com



Annonces

APPEL À COMMUNICATIONS – CIFAS 2011

L'appel à communications pour le 6^e Congrès international francophone sur l'agression sexuelle (CIFAS) est désormais ouvert. Le congrès sur le thème *Penser l'agression sexuelle*, aura lieu les **12, 13 et 14 septembre 2011**, à Montreux, Suisse. La **date limite pour le dépôt des soumissions est le 15 janvier 2011**. Pour présenter une proposition de communication, [cliquer ici >>](#)

APPEL À COMMUNICATIONS — CONGRÈS CONJOINT 2011 SCQ-ACJQ

La **Société de criminologie du Québec** et l'**Association canadienne de justice pénale** vous invitent à présenter une proposition de communication dans le cadre du congrès pancanadien conjoint *Décloisonner pour mieux réussir dans une société en changement*, qui aura lieu du 26 au 29 octobre 2011 à Québec. La **date limite pour le dépôt des soumissions est le 1^{er} décembre 2010**, et le comité scientifique du congrès, dont fait partie M^{me} Arlène Gaudreault, présidente du C. A. de Plaidoyer-Victimes, répondra aux soumissionnaires le 15 février 2011. À noter que cet événement sera aussi l'occasion de célébrer le 50^e anniversaire de la Société de criminologie du Québec. Pour présenter une proposition de communication, [cliquer ici >>](#)

OFFRE ÉDUCATIVE ET D'INFORMATION EN MILIEU COMMUNAUTAIRE

L'équipe de l'Éducation et de la Coopération de la **Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse** offre gratuitement en milieu communautaire des ateliers et des ressources pédagogiques sur les droits de la personne. Pour consulter la liste des sessions offertes et les conditions de participation, [cliquer ici >>](#)

LA TROUSSE SOS ABUS MAINTENANT EN LIGNE!

La Trousse SOS abus, destinée à aider à la prévention des abus à l'égard des personnes âgées, est désormais en ligne. Fruit d'une collaboration de l'**Association québécoise de défense des droits des retraités et des préretraités** (AQDR) et du Réseau québécois pour contrer les abus envers les aînés (RQCAA) avec de nombreux partenaires, la trousse offre à tous les intervenants et aux aînés une sélection d'outils répertoriés au Québec et au Canada, produits par des groupes sociaux et professionnels qui se préoccupent de contrer les abus dont sont victimes les aînés. Pour consulter la trousse en ligne et en connaître davantage sur l'ensemble du projet, [cliquer ici >>](#)

MaltraitanceAines.gouv.qc.ca

Début octobre, dans la foulée du **Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2010-2015**, le ministère Famille et Aînés lançait la campagne d'information et de sensibilisation «Aimons, soutenons, agissons». Outre la mise en service de la ligne téléphonique Aide Abus Aînés (1.888.489.ABUS [2287]), la campagne comprend un site Web consacré à la maltraitance. Pour le consulter, [cliquer ici >>](#)

FONDATION CARREFOUR POUR ELLE

Dans le cadre d'une activité de financement en soutien à **Carrefour pour Elle**, maison d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et en difficulté avec ou sans enfants, la Fondation Carrefour pour Elle présente son premier concours culinaire intitulé *Carrefour Saveurs & Passion*. Deux volets sont prévus: une Foire gourmande et une Soirée gala. Pour connaître tous les détails du concours, [cliquer ici >>](#)

Prix Marie-Vincent 2010

La **date limite pour présenter une candidature au Prix Marie-Vincent 2010 est le 5 novembre prochain**. Le prix, qui vise à reconnaître les initiatives québécoises exceptionnelles en matière de prévention et de traitement de la maltraitance envers les enfants âgés de 12 ans et moins, s'adresse à toute personne, à tout groupe de personnes ou à tout organisme sans but lucratif ayant mis en œuvre un projet destiné à contrer la maltraitance envers les enfants âgés de 12 ans et moins, qu'il s'agisse de négligence, de mauvais traitements psychologiques, d'abus physique, d'agression sexuelle, d'abandon ou d'exposition à la violence conjugale. Le prix est assorti d'une bourse de 7 500 \$ et d'une œuvre offerte gracieusement par le peintre-émailleur Bernard Séguin-Poirier. Pour prendre connaissance des conditions d'admissibilité et de la démarche de candidature, [cliquer ici >>](#)

Un poste à combler, une annonce à partager, un message à faire circuler?

Faites-le savoir! Cet espace vous est réservé!

**Des commentaires ?
Des suggestions ?
Des réactions ?**

Communiquez avec Katia Leroux au kleroux@aqpv.ca



Association québécoise
Plaidoyer-Victimes

4305, rue d'Iberville, bur. 201, Montréal (Québec) H2H 2L5

**Prochaine parution
de L'INFO PV: février 2011**

Date de tombée des articles
et autres nouvelles:
15 janvier 2011

www.aqpv.ca

Dans L'INFO PV, la forme masculine désigne, lorsque le contexte s'y prête, aussi bien les femmes que les hommes.

Coordination: Katia Leroux

Turbine graphique.ca
Graphisme: Maryse Boutin
Illustrations: Marie-Claude Serra

Dépôt légal - 2010
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISSN 1911-9607